

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LAFARGE GRANULATS**

14/16 bd Garibaldi  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : D-2025-0687  
SPR/2025/818  
Code AIOT : 0006401333

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté BP 108 - Chemin de la Nerthe 13016 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- BP 108 - Chemin de la Nerthe 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006401333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Lafarge située chemin de la Nerthe est autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral n°2002-96 C du 07 mai 2002, i.e jusqu'en 2032.

La production autorisée est de 1,2 million de tonnes/an.

Un dossier de demande de renouvellement/extension est en cours d'instruction, il a été déposé le 18/10/2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air/poussières, gestion des pics de pollution
- Tirs de mines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais/échéance
3	Émissions de poussières	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 7	Demande d'action corrective	Prochains pics de pollution PM10

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions de poussières	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 5.1	Sans objet
2	Suivi empoussièrement	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1	Sans objet
4	Étude spécifique de dispersion des poussières	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 8	Sans objet
5	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 16.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit être plus vigilant aux alertes de pics de pollution de l'air aux PM10 (au nombre de cinq de niveau N1/N2 par an en moyenne dans les Bouches-du-Rhône ces dernières années, selon AtmoSud), de manière à mettre systématiquement en œuvre les mesures de réduction prévues. Il devra informer l'IIC à la prochaine alerte.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2021, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité rejets de poussières canalisés
<b>Prescription contrôlée :</b> La concentration en poussières totales des rejets canalisés doit être inférieure à 20 mg/Nm <sup>3</sup> (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kPa, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).
<b>Constats :</b> L'installation de traitement des matériaux comprend cinq dépoussiéreur [DP10, DP32, DP60, DPEXPE (Expédition) et DPSP ("Turbo")], au niveau de trois broyeurs, un défillérisateur et un poste de chargement des produits finis. La valeur limite d'émission (VLE) en poussières est de 20 mg/Nm <sup>3</sup> Les derniers rapport(s) de contrôle des rejets canalisés de poussières (2 campagnes/an) font état de : <ul style="list-style-type: none"> <li>mesures des 12 et 13 décembre 2024 : max. mesuré à 2,04 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>mesures du 18 mars 2025 : max. mesuré à 13,6 mg/Nm<sup>3</sup> (DP60, dépoussiéreur de "vieille" génération)</li> </ul>

L'installation primaire va être dotée d'un dépoussiéreur (41 000 m <sup>3</sup> /h à partir d'une quinzaine de points de captation). La commande a été passée auprès de LYSAIR (350 k€), et sera mise en place fin 2025/début 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Suivi empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0,5 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante ;</li> <li>• 0,35 g/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1<sup>er</sup> janvier 2022.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les campagnes de mesures des retombées de poussières au Trimestre n°2 (du 20/5/25 au 20/6/25) et au Trimestre n°3 (du 20/8/25 au 19/09/2025) font état d'un max. 335 mg/m <sup>2</sup> /j en moyenne annuelle glissante (T3), au niveau de la jauge b) E4 située au sud de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Émissions de poussière

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines.
<b>Constats :</b> - Chronologie des pics de pollution aux PM10 enregistrés par l'exploitant depuis la dernière visite d'inspection du 29/10/2024 : l'exploitant déclare ne pas avoir reçu d'alerte d'AtmoSud de pollution de l'air ou que tardivement, concernant pourtant 8 épisodes de pollution de niveau N1 ou N2 en 2025 (au 28 octobre). Au cours de la visite d'inspection, il est constaté que l'exploitant reçoit désormais depuis le 08/7/2025, les alertes AtmoSud. L'exploitant déclare en effet avoir réglé avec AtmoSud le problème d'adressage des alertes par courriel. - Traçabilité des mesures prises : aucune mesure mise en œuvre en 2025 (malgré les 8 jours de pollution PM10). - Pertinence des mesures prévues dans le plan de surveillance des poussières (PdS) : le plan de surveillance des émissions de poussières distingue les mesures prévues suivant le niveau de pollution PM10 atteint (N1 ou N2), celles-ci semblent appropriées.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Lors du prochain pic de pollution aux PM10 de niveau N1 ou N2, l'exploitant informera (par courriel) l'IIC dans les meilleurs délais des mesures prévues et prises. - Le PdS peut être complété d'une mesure de renforcement de l'arrosage en cas d'épisode de pic de pollution aux PM10 de niveau N1 ou N2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 4 : Étude spécifique de dispersion des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2021, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées une étude, réalisée par un bureau d'études spécialisé : - quantifiant précisément les émissions de poussières du site, sur la base d'une évaluation poste par poste des sources d'émissions, canalisées et diffuses (quantification journalières, voire horaires afin de caractériser les pics d'émission) ; - Caractérisant chimiquement les émissions via les traceurs des matériaux exploités ; - établissant le ratio PM2,5/PM10 de la fraction minérale, selon une méthode justifiée par l'exploitant : - modélisant la dispersion des poussières en fonction des conditions météorologiques, avec pour objectif de déterminer et appliquer les mesures les plus appropriées pour prévenir et réduire les émissions du site à leur minimum. Cette étude est mise à jour tous les 3 ans. Cette fréquence pourra être revue en accord avec l'Inspection.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de sa demande de renouvellement/extension (déposée en préfecture le 18/10/2024), l'exploitant considère l'étude d'Evadiès de décembre 2022 sur la dispersion des poussières, et son actualisation. L'objectif est d'évaluer plus précisément le facteur d'émission considéré dans l'étude, dont la valeur apparaît majorante concernant les émissions liées à la circulation (roulage). Avec cette étude, la carrière de l'Estaque est un site pilote de l'UNPG (Union nationale des producteurs de granulats) au niveau national, sur le sujet des émissions de poussières. Durant l'inspection, il est constaté que - dans le cadre de cette étude d'Evadiès - une campagne de mesures des poussières est en cours, dont les résultats seront connus au 1er trimestre 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2002, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limite vibratoire
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne devront pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 3 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction (...). Des dépassements occasionnels jusqu'à 5 mm/s seront admis.
<b>Constats :</b> Le tir du 9 janvier 2025 a été enregistré à 1,2 mm/s (sismographe chez M. Reynier), avec une charge utile unitaire d'explosifs de 56 kg.

Depuis février 2025, les tirs ont généré des vibrations de vitesse max. mesurée à 1,9 mm/s, à l'exception du tir du 13 juin enregistré à 3,5 mm/s (sismo. chez M. Reynier) càd un léger dépassement mais autorisé. L'exploitant indique que 95% des tirs sont électroniques, la charge unitaire d'explosifs est adaptée (max. 100 kg), et il s'efforce d'orienter les tirs vers le sud (exposition moindre).

Un nouveau sismographe sera installé au hameau de La Nerthe, au nord-ouest, courant 1er semestre 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite